

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



**A bas
le dialogue social
Vive les luttes
des travailleurs !**

photo: thequerouge / JMB

Dossier

Non à l'oppression des Roms



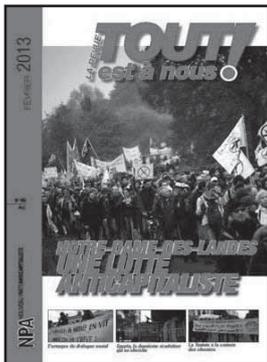
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à **TOUT EST A NOUS !**

Le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdou seul ou à l'hebdou couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdou et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdou à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

**Abonnez-vous,
abonnez vos amis !**

Pour s'abonner avec paiement par chèque, reproduire et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdou <i>Tout est à nous</i>	28 €	56 €
<i>Tout est à nous</i> et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdou	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdou et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito	p.3
Nos vies, pas leurs profits	p.4-5
<ul style="list-style-type: none"> Logement : pas de trêve pour imposer nos droits ! Feltesse, Got et la « nouvelle démocratie sociale »... La longue (et nécessaire) reconstruction du mouvement social 	
Dans les facts	p.6
<ul style="list-style-type: none"> Loi Fioraso : toujours en avant dans la privatisation de l'enseignement 	
Leur société	p.7
<ul style="list-style-type: none"> Meeting « droit de vote 2014 » Arveyres : petit calcul bien pourri 	
Dossier Non à l'oppression des Roms	p.8-10
<ul style="list-style-type: none"> Bordeaux : solidarité contre les expulsions Citoyens européens mais parias de l'Europe La situation des Roms sur Bordeaux De Sarkozy à Hollande, la continuité d'une politique d'exclusion 	
Ecologie	p.11
<ul style="list-style-type: none"> Gaz de Schiste ? Gaz de Houille ? Non au « permis de Brive » ! Forêt détruite sur 300 hectares à Cestas 	
Politique locale	p.12-13
<ul style="list-style-type: none"> Congrès du PG : révolution citoyenne et surenchère souverainiste Bordelais tous sur le pont ? 	
Leur société	p.14
<ul style="list-style-type: none"> La saga inachevée de l'agro-alimentaire... Habemus casseroles... 	
Internationalisme	p.15
<ul style="list-style-type: none"> Après la mort de Chavez, avec le peuple vénézuélien, pour le socialisme Réunion débat sur le Venezuela à Talence 	
A lire, à voir	p.15-16
<ul style="list-style-type: none"> <i>Mémoires d'un révolutionnaire</i>, de V.Serge <i>NO</i>, de Pablo Larrain <i>Dans l'empire des ténèbres</i>, de Liao Yiwu <i>Wadjda</i>, d'Haifaa Al Mansour 	

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 ISSN : en cours

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif « soutien » avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

A bas le dialogue social, vive les luttes des travailleurs !

Un peu moins d'un an après le début du « changement maintenant », le bilan économique, social et politique est catastrophique, et pas seulement pour la popularité de Hollande qui bat tous les records... à la baisse !

L'affaire de Chypre vient de rappeler que la crise n'est pas finie et que les pouvoirs européens et financiers y répondent toujours de la même façon : racketter des populations pour garantir les profits de la finance. Version française de cette politique : le prochain vote au Parlement de l'ANI (accord national interprofessionnel) signé par le patronat et trois syndicats de salariés (CGC, CFDT, CFTC) minoritaires. On a une idée de la teneur de ce mauvais coup avec l'accord qui vient d'être signé à Renault par FO, la CGC, la CFDT et la direction : augmentation minimale de 6,5% du temps de travail, gel des salaires pour 2013, destruction de 7600 emplois... en échange de « l'engagement » de Renault de ne fermer aucun site en France jusqu'en 2016. Le gouvernement appelle ça un accord « gagnant gagnant », tandis qu'il reste totalement impuissant face aux vagues de licenciements et se prépare à s'attaquer, entre autres, aux retraites et à la protection sociale.

Conséquence de cette politique, l'impopularité de Hollande et Ayrault atteint des sommets, et au 1er tour de l'élection législative partielle du 17 mars dans l'Oise, où il y a eu plus de 67 % d'abstentions, la candidate PS a été éliminée par l'UMP et le FN. Qu'un seul électeur sur trois ait jugé utile de se déplacer est la manifestation d'une crise politique profonde, crise à laquelle participent les « affaires » Cahuzac et Sarkozy, nouvelle illustration des liens entre milieux d'affaire et gouvernement.

Face à la débâcle politique, la propagande fait tout

ce qu'elle peut pour vanter les vertus du « dialogue social ». Pour certains députés PS, l'ANI serait le début d'une « nouvelle démocratie sociale », la fin de la « lutte des classes », cette « idéologie » qui n'aurait d'existence que dans les cerveaux de quelques militants « extrémistes »... Comme si la lutte des classes n'était pas inscrite dans la réalité brutale des rapports sociaux. Comme si les patrons ne la menaient pas en permanence pour extorquer une part toujours plus grande des richesses produites par des millions de travailleurs !

Mais les conséquences de cette guerre de classe deviennent de plus en plus insupportables pour la population, et le PS, fidèle serviteur des intérêts de la classe dominante, met tout son poids dans la bataille pour tenter de détourner la contestation dans l'impasse du « dialogue social ». Les grandes confédérations syndicales, qu'elles aient ou pas signé l'ANI, se prêtent à ce jeu de dupes du « dialogue social ». Au congrès de la CGT qui vient de se terminer, on a pu entendre que la « discussion » serait plus facile avec ce gouvernement qu'avec le précédent... La conséquence est que cela condamne les travailleurs à un recul permanent face à l'offensive du patronat et du gouvernement et constitue un frein aux mobilisations nécessaires pour imposer l'arrêt des attaques.

Se donner les moyens de changer le rapport de force social exige d'assumer totalement la réalité des rapports sociaux, de refuser le leurre du « dialogue social » pour se réapproprié, sur le terrain politique comme sur le terrain social, les méthodes de la lutte des classes, menée par les travailleurs eux-mêmes, pour la défense de leurs propres intérêts.



Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org

www.npa33.org

Nos vies, pas leurs profits

Logement :

Pas de trêve pour imposer nos droits !

La fin de la Trêve hivernale, avec le retour des expulsions locatives, a été repoussée de 15 jours, au 31 mars donc, à cause de... la neige ! L'histoire politique se rappellera de cette contribution de la ministre verte du logement Cécile Duflot, elle qui, en décembre, avait « parlé » d'appliquer la loi de réquisition, allant jusqu' à énerver l'Eglise en lorgnant sur son parc immobilier.

Nous n'aurons eu droit qu'à un sursis de 15 jours pour cause de météo avant que les premières expulsions ne commencent et l'annonce que ses services travaillent toujours au recensement des logements (il suffisait pourtant de s'adresser aux associations comme le DAL !) susceptibles d'être réquisitionnés un jour...

C'est aussi affligeant que révoltant !

Au rassemblement annuel contre les expulsions, le samedi 16 mars à Bordeaux, il y avait beaucoup de colère et d'amertume notamment chez celles et ceux qui pensaient tout de même qu'il y aurait eu au moins une petite évolution, un petit changement, avec ce gouvernement pour ces problèmes aussi dramatiques qu'urgents de logements.

Comme pour le travail, les salaires, la santé, pour garantir à chacun et chacune ce droit élémentaire d'un logement pérenne et décent il va falloir imposer le changement politique nécessaire en ne comptant que sur nos mobilisations massives et radicales.

Jacques Raimbault



Feltesse, Got et la « nouvelle démocratie sociale »...

Cent députés PS, parmi lesquels V. Feltesse et F. Got, ont signé récemment un *Appel des 100 pour la « nouvelle démocratie sociale »*.

On est dans l'ambiance dès la première phrase : « L'accord sur l'emploi conclu le 11 janvier entre les partenaires sociaux

marque une nouvelle ère pour le dialogue social en France. » Cette « nouvelle démocratie sociale » commence donc avec l'accord « flexibilité emploi », recul sans précédent des droits sociaux passé entre le patronat et trois syndicats minoritaires de salariés. Et le sens de cet appel est de convaincre les députés PS d'inscrire dans la loi ce chef d'œuvre du « dialogue social ».

La différence avec Sarkozy ? Elle viendrait de la prétention des signataires de respecter le travail effectué par les « partenaires sociaux »,... y compris les syndicats non signataires : « Notre pouvoir c'est d'abord celui de respecter la voie choisie par les partenaires sociaux en transcrivant dans la Loi, sans en modifier l'équilibre, l'accord qu'ils ont conclu. Les partenaires sociaux, qu'ils aient ou non signé l'accord final, se sont impliqués totalement et leurs contributions ont été déterminantes tout au long des débats »...

Le « dialogue social » façon Feltesse-Got ? Une hypocrisie pour tenter de désarmer les travailleurs face à la lutte de classe que mènent les patrons.

Daniel Minvielle



De ciné-débat en soirées débat...

La longue (et nécessaire) reconstruction du mouvement social

La Clé des Ondes organisait mardi soir une projection de documentaires sur la lutte des Sanofi suivi d'un débat. Mercredi 27, c'est une soirée organisée par la CGT rive droite, avec Filoche pour discuter de l'accord du 11 janvier à combattre. Lundi 6 mai, une nouvelle soirée ciné-débat à Utopia avec cette fois, le film sur la lutte des ouvriers de Continental en 2009.

Il n'y avait pas beaucoup de monde pour la soirée « Sanofi ». C'est à l'image de l'ambiance générale qui domine aujourd'hui dans le mouvement social. Cela rend les occasions de se retrouver pour discuter de la situation et de nos perspectives encore plus importantes.

Ce soir là, une délégation de l'intersyndicale des Sanofiens en lutte étaient là pour animer le débat avec des militants des syndicats CGT des usines Labso et Ford à Blanquefort. Il a été question de la bataille des salariés de Sanofi contre des licenciements dits « financiers », dans une multinationale qui se porte très bien avec ses 40 milliards d'euros de bénéfices durant les 5 dernières années (8 milliards en 2012). Le documentaire racontait cette logique de rentabilité encore plus terrible et destructrice quand il s'agit de recherche et de production de médicaments, donc quand il s'agit de santé. C'est cette même logique qui fait des ravages partout dans l'économie capitaliste.

Le syndicaliste de Labso, industrie chimique, racontait que son usine fermait en juillet (54 salariés licenciés)

alors que le groupe propriétaire faisait lui aussi des profits. Le cas de Ford est comparable. Une multinationale qui fait plus de 5 milliards de profits en 2012 et qui ferme 3 usines en Europe, supprime plus de 6000 emplois. L'usine de Blanquefort, qui après 6 ans de lutte ne ferme plus, n'est de toute façon pas à l'abri même si aujourd'hui les discours des dirigeants se veulent rassurants. Et puis un rappel a été fait que dans l'agglomération bordelaise, il y avait d'autres fermetures d'usines (Lagarde, Mondi), d'autres plans de licenciements (Cofinoga, Oxbow...).

La lutte contre les licenciements passe par une mobilisation massive contre l'accord du 11 janvier, un accord qui répond aux besoins des patrons de flexibiliser toujours plus, de précariser et de faciliter les licenciements. Cela a été rappelé par les intervenants des Unions Départementales CGT, FSU, Solidaires. Mais s'opposer aux licenciements ça passe surtout par la perspective d'une lutte d'ensemble, d'une véritable convergence des luttes des salariés du privé comme du public pour stopper toutes les suppressions d'emplois, pour une interdiction des

licenciements. C'est la question même d'enlever le pouvoir aux capitalistes, de leur enlever le droit de décider. C'est pour cela que se pose la question de la réquisition des entreprises qui font des profits, de la prise en main par les salariés de la production, par l'autogestion ouvrière.



Dans la discussion, il y a donc ce constat inévitable des attaques contre les salariés de l'industrie, contre l'ensemble des salariés puisque la situation est aussi dramatique dans les services publics. Le constat d'un rouleau compresseur capitaliste. La question c'est comment on se protège, comment on fait face à ces logiques financières, comment on stoppe la catastrophe. Les luttes des Sanofi, celle des Ford ou encore celle des PSA, Arcelor, Goodyear sont importantes mais on le voit bien, cela n'empêche pas les usines de fermer.

Cela peut sonner comme une Utopie. Sans doute aujourd'hui, mais c'est une perspective nécessaire à défendre face à un système économique qui mène à la catastrophe sociale. Cette perspective ne deviendra réaliste que si le mouvement social retrouve l'espoir, que s'il se reconstruit, que si les liens de solidarité et de convergence se tissent.

A ce titre, les soirées débat sont autant d'occasion pour discuter et construire la riposte unitaire.

Philippe Pontou

Loi Fioraso : toujours en avant dans la privatisation de l'enseignement !

Le 19 mars environ 70 personnes, principalement étudiants mais aussi des précaires, des enseignants et des chercheurs, étaient réunis en Assemblée Générale à Bordeaux 3 pour discuter de la nouvelle loi Fioraso qui assure la continuité du processus de privatisation de l'enseignement supérieur largement entamé par la droite et la loi LRU.

Celle-ci était appelée par Alternative Libertaire, le NPA, Solidaires-Etudiants et la Jeunesse Communiste qui s'étaient réunis en inter-orga le lundi 11. Elle a convenu de constituer un groupe de mobilisation chargé d'élaborer un travail d'informations en direction des étudiants et en vue de la prochaine AG.

Le lendemain, à Bordeaux 2, sur le site de la Victoire, se déroulait la troisième AG sur la question de la loi Fioraso, à l'initiative notamment de Solidaires-Etudiants, rassemblant une quarantaine de personnes.

La loi Fioraso, c'est quoi ?

C'est la réforme voulue par la ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Geneviève Fioraso. Comme celle-ci l'avait annoncé, il n'était pas question dans cette réforme de revenir sur « l'autonomie ». L'« autonomie » des universités c'était le cœur de la loi LRU de Péresse contre laquelle les étudiants et plus largement le monde universitaire s'était longuement mobilisé en 2008 et 2009.

En effet, cette loi introduisait un budget propre pour chaque université. Couplée à l'entrée dans les Conseils d'Administration de « personnalités extérieures » (comprendre « chefs d'entreprises ») et à la possibilité de choisir de financer prioritairement certaines filières, cette loi introduisait clairement des éléments de privatisation dans l'Université publique.

La loi Fioraso s'inscrit dans cette continuité notamment avec deux mesures. La première prévoit la fin de l'habilitation nationale des diplômes pour une accréditation pour

chaque fac. Aujourd'hui chaque fac établit des maquettes pour quatre ans et celles-ci sont validées nationalement. Avec la loi Fioraso, il y aura des intitulés de formations établis nationalement... mais chaque université sera libre d'en élaborer le contenu et de le modifier d'une année sur l'autre !

La seconde mesure concerne la création de 30 pôles universitaires d'excellence. Certaines facs seraient supprimées, d'autres ne deviendraient que des petits sites avec très peu d'offres de formations obligeant les étudiants précaires à changer de ville pour suivre le cursus de leur choix.

Il faut ajouter à cela la volonté d'adapter les formations au « bassin d'emploi local ». Quand on met bout à bout tous ces éléments on comprend bien la logique générale : il faut que les universités deviennent des centres de formations, de jeunes salariés directement adaptés aux intérêts immédiats des entreprises.

Cette logique générale ne vient pas de nulle part. C'est une politique volontariste des gouvernements successifs qui a été actée lors du sommet de Bologne qui vise à faire de l'Enseignement Supérieur et la Recherche un marché, qui aurait comme marchandises les « compétences ».

Le lycée, avec la réforme Peillon, n'est pas épargné. On retrouve d'ailleurs les mêmes expressions : adaptation « au bassin d'emploi local », entrée de « personnalités extérieures » dans les lycées etc...

Évidemment, après le semi échec du CPE, la classe dirigeante a bien compris que les attaques frontales contre l'éducation publique sont difficiles à imposer, et le processus de privatisation se fait « par en bas ». Il s'agit maintenant d'informer largement les étudiants, pour faire prendre conscience de l'attaque globale qui est en cours. La mobilisation sur cette question, en lien avec les

personnels et l'ensemble du monde universitaire, malgré les difficultés, sera l'enjeu de la rentrée 2013-2014.

François



Meeting « droit de vote 2014 »

Pour cette première initiative publique organisée par le collectif 33 pour le droit de vote des étrangers en 2014 (voir n° 34 de *Anticapitalistes* !), nous étions plus de 200 à l'Athénée de Bordeaux le 22 mars à intervenir, débattre, après les deux interventions de représentant(e)s de la LDH et de SOS Racisme qui parcourent les villes du pays où les mêmes collectifs unitaires agissent pour imposer ce droit élémentaire (www.droitdevote.2014.org).

Il y a eu des témoignages, du vécu, de personnes « étrangères » ou d'origine « étrangère » avec toute l'absurdité et l'injustice qu'il y a de pouvoir encore utiliser ces étiquettes pour pourrir la vie d'une partie de la population qui ne demande qu'à vivre, tout simplement, comme tout le monde. L'exemple type étant les parents n'ayant pas ce droit de vote alors que les enfants oui. Ou ces travailleurs marocains, algériens... en France depuis des dizaines d'années, privés aussi de pouvoir s'exprimer alors qu'un « étranger » d'un autre pays européen qui vient d'arriver, peut !

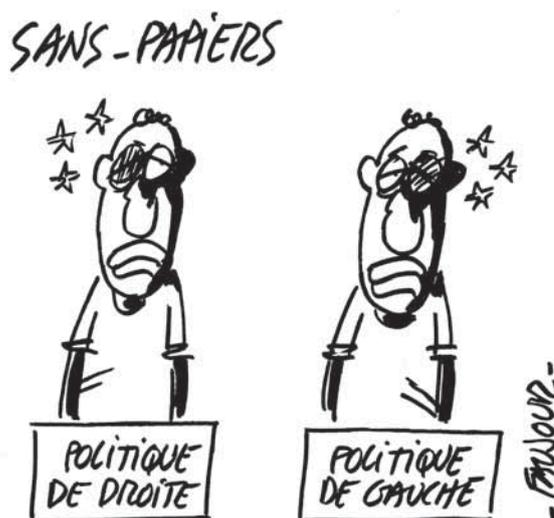
Plusieurs élus du PS, du PC, d'EELV, sont intervenus, disant être d'accord, participant à la campagne, mettant la motion au vote dans les conseils municipaux, au Conseil Régional, par exemple, mais, petit problème... c'est bien le PS au gouvernement qui -une fois de plus depuis 1981 !- vient d'annoncer que finalement il refuse de faire aboutir cette promesse du programme de Hollande en 2012 ! Avec l'argument habituel que « *ce n'est pas le moment, les gens ne sont pas prêts* ». Comme à répondu un militant « *le problème n'est pas de convaincre les gens mais bien d'obliger les élus du gouvernement à aller au bout* » pour changer la loi.

Dans son intervention pour le NPA, Monica Casanova, conseillère municipale à Lormont, a redit que nous participons à ce collectif tout en étant pour le droit de vote à

toutes les élections. Elle a dénoncé le nouveau recul du gouvernement et la politique qu'il mène avec les expulsions des Rroms, qui pose le problème de la régularisation des sans papiers. Elle a affirmé notre lutte contre le racisme et son dérivé le nationalisme, le repli sur nos frontières, un poison qui ne sert qu'à diviser les opprimés.

Mais malgré la reculade de Hollande et la politique de Valls, le fait que des militants PS se mouillent, que des conseils municipaux (Lormont, Pessac, etc.) votent des vœux pour le droit de vote des étrangers aux municipales de 2014, est un appui dans une lutte toujours plus actuelle.

Monica, Jacques



Arveyres - Petit calcul bien pourri

Arveyres, joli village de 1880 habitants près de Libourne, son vieux château, son maire... Benoit Gheysens, élu sans étiquette il y a six ans.

Il y a un mois, l'édile décide de supprimer, à la cantine scolaire, le plat de substitution pour les 28 enfants sur 180 qui ne mangent pas de porc. L'argument trouvé peut difficilement être plus bidon : pour éviter le gaspillage et faire des économies. Et pour compléter sa crasseuse bêtise, le maire-chirurgien n'y va pas avec le dos du bistouri : « *ils n'ont*

qu'à retirer leurs enfants ». C'est d'ailleurs l'argument repris par le FN, qui s'est déplacé spécialement pour diffuser un tract de soutien au maire.

Face à eux, les parents se mobilisent, au-delà des seules familles ne mangeant pas de porc. Ils ont commencé par faire signer une pétition, puis ont organisé le lundi 18 mars une manifestation devant l'école.

Le maire explique maintenant qu'il est « *débordé par la tournure des choses* ». Quant au député PS Florent Boudié, il renvoie

tout le monde dos à dos, dénonçant « *de vives tensions instrumentalisées par les extrêmes* ». Quel courage !

Comme l'a dit une mère qui, avec les parents, a fait de nombreuses propositions au maire, toutes rejetées : « *nous sommes désormais persuadés qu'il y a quelque chose de politique derrière ce prétexte budgétaire. Peut-être est-ce à cause des élections qui approchent que l'on cible ainsi les musulmans de ce village où l'on ne souffre pourtant pas du racisme* ».

F.M.

Bordeaux - Solidarité contre les expulsions

Deux expulsions inacceptables

Mardi 26 février au matin un important déploiement de CRS envoyé par la Préfecture de la Gironde a fait « évacuer » simultanément les deux principaux squats de Bordeaux.

Le premier à Bacalan a été entièrement vidé. Sur la centaine de Roms, 15 ont été relogés à l'hôtel pour quelques jours, plus de 80 ont quitté le territoire en avion avec l'ARH. Aussitôt les engins de chantier ont tout détruit et rasé, il faut dire que le terrain appar-

proposer qu'un relogement provisoire.

Une mobilisation des enseignants et de RESF

Depuis plusieurs semaines la menace pesait, plusieurs familles ayant reçu des « Obligation de Quitter le Territoire Français (OQTF) ». La plupart ont leurs enfants scolarisés dans les écoles et collèges de la rive droite et ont commencé, tant bien que mal, avec l'aide d'associations et d'ensei-

étaient en réalité chargés de familles. D'autre part la scolarité n'a pas toujours été prise en compte alors même que l'Éducation nationale pour faire face à l'arrivée d'une cinquantaine d'enfants Roms sur 4 écoles du quartier a mis en place 3 enseignants spécialisés. Le Préfet a dû admettre qu'il devait mieux se renseigner auprès de l'Éducation nationale pour recenser les enfants scolarisés. Il a pu ainsi voir qu'il existe une mobilisation et une vigilance autour des occupants des squats et particulièrement des enfants.



Pour affirmer cette solidarité, le vendredi 1er mars avait lieu le « parrainage républicain » d'une dizaine de familles Roms. Près de 150 personnes, enseignants, parents d'élèves, élus, militants associatifs, du NPA, du FDG, se sont rassemblés pour affirmer leur soutien et dénoncer ces expulsions qui reflètent une politique à court terme, méprisante pour les plus pauvres, et teintée de préoccupations électoralistes flattant les pires préjugés xénophobes.

Des recours contre les OQTF sont en cours avec le soutien de ces nouveaux parrains... pour que les enfants puissent avoir une scolarisation sans interruption et que les familles aient accès à un travail et un logement décent... comme nous tous.

tient à Bouygues qui a un projet immobilier de 316 logements !

Le squat de l'avenue Thiers, 3 hectares peuplés de cabanes et caravanes, a été partiellement évacué suite aux demandes répétées d'Alain Juppé auprès du préfet depuis juin. En janvier, il avait indiqué qu'il voulait fermer ce squat « dans le courant de l'année ». Tout s'accélère donc...

C'est ainsi plus de 200 Roms qui ont dû plier bagage, une moitié aussitôt renvoyée en Bulgarie par avion, une cinquantaine d'autres ne s'étant vu

gnants à construire leur vie ici, avec l'espoir de sortir de leur extrême précarité.

Devant ces menaces, des enseignants en lien avec le Réseau Éducation Sans Frontière ont interpellé le préfet Hubert Weigel sur la scolarisation des enfants dont les parents ont reçu ces OQTF, certains font leur troisième année scolaire en France. Le préfet les a reçus le lundi 25 février, la veille de l'opération d'évacuation ! Ce rendez-vous a permis de pointer plusieurs dysfonctionnements. Ainsi des Roms classés « isolés » par la police

A lire...

Les Tsiganes, une destinée européenne, Henriette Asséo, Découverte Gallimard, 1994, 14 euros

Roms, une histoire européenne, Leonardo Piasere, édition Bayard, 2011, 21 euros

Et un témoignage récent : **Je suis Tzigane et je le reste. Des camps de réfugiés Roms jusqu'à la Sorbonne**, Anina avec Frédéric Veille, édition City, 2013, 14,90 euros.

dossier préparé par Martine Pont, Bruno Bajou et Christine Héraud

Non à l'oppression des Roms

Citoyens européens mais parias de l'Europe

Idées reçues et stigmatisation

Originaires du nord de l'Inde où elles étaient considérées comme « impures » et interdites de sédentarisation, les populations Roms ont dès l'an 1000 fui la répression et essaimé dans l'Asie centrale puis dans toute l'Europe. C'est aujourd'hui la plus importante minorité en Europe avec environ 12 millions de personnes, notamment en Roumanie et en Bulgarie.

L'image du Rom nomade tient plus du mythe que de la réalité. Les premiers Roms sont arrivés en France autour du XIV^{ème} siècle. C'est donc une vieille immigration. Il y a actuellement en France environ 500 000 Roms, dont la quasi-totalité est de nationalité française.

Combattre les politiques de stigmatisation et de discrimination institutionnalisée

Il n'y a en fait pas plus de 15 000 Roms de nationalité étrangère en France, essentiellement roumains et bulgares. Ces Roms sont des migrants économiques, qui fuient la dégradation de leurs conditions de vie dans leur propre pays.

Les Roms sont donc des citoyens européens depuis 2007, mais de seconde zone ; ils sont en effet victimes en France comme dans une dizaine de pays européens d'un statut

transitoire réservé aux Roumains et aux Bulgares depuis l'entrée de ces deux pays dans l'Union européenne et ce jusqu'à fin 2013. Ils ont le droit de circuler librement mais leur séjour en France ne peut excéder trois mois. Au-delà, ils doivent justifier de ressources suffisantes et d'une assurance maladie, mais ce statut, en limitant le nombre de métiers auxquels ils ont accès, les exclut du marché du travail.

Privés de travail, ils ne peuvent survivre que dans des camps illégaux, environ 400 bidonvilles en France, qui sont régulièrement détruits par la police, à la demande des propriétaires, privés ou publics. À ces destructions s'ajoutent les expulsions du territoire français qui représentent le tiers des reconduites d'étrangers à la frontière.

Interdits de travail, forcés à survivre dans des bidonvilles, contraints à la mendicité, maintenus dans la misère et l'insécurité, vulnérables face aux réseaux mafieux qui n'hésitent pas à les exploiter, ils sont victimes d'une discrimination qui les prive des droits les plus élémentaires : accès aux soins, droit au travail, au logement, à la scolarisation des enfants.

C'est cette politique qui en fait des parias qui est inacceptable, pas leur présence en France. C'est elle que nous devons combattre en défendant l'intégration des populations Roms, avant tout par le droit au travail et leur accès aux droits qui sont ceux de tous les travailleurs européens.

La situation des Roms sur Bordeaux

Il y aurait environ 600 Roms sur la CUB dans une dizaine de squats. Ils sont majoritairement originaires de la même ville bulgare de Pazardzhik. Ils ont fui la misère et les discriminations en espérant travailler, scolariser leurs enfants et avoir accès à des soins médicaux hors de prix pour eux en Bulgarie....

Les premiers sont arrivés au début des années 2000 quand la mairie, pour finir dans les délais le chantier du tram, a fermé les yeux sur ces travailleurs sans papiers surexploités par les sous-traitants...

D'autres sont arrivés avec l'intégration de la Bulgarie à l'Europe qui a fait naître l'espoir d'une vie meilleure ailleurs... espoir vite déçu car le « régime transitoire » rend le marché du tra-

vail inaccessible aux Roms bulgares. Depuis, les squats se sont multipliés, bougeant au gré des expulsions et des reconstructions...

L'ARH (Aide au retour humanitaire) n'y a rien changé malgré son succès statistique. Sur la CUB il y a eu en 2012 une moyenne d'un charter tous les trois mois, avec 332 Bulgares sur les 8 premiers mois et pourtant le nombre de Roms est resté stable.

Certains Roms sont venus pour « profiter » de l'ARH mais les autres sont condamnés à faire des allers retour entre Bordeaux et la Bulgarie depuis plusieurs années... parce qu'ils veulent vivre en France, possibilité que leur reconnaît le droit européen, mais que l'Etat français leur dénie.

A côté de cette politique d'exclusion,

la mairie de Bordeaux a mis en place deux médiateurs et une structure, la MOUS (Maîtrise d'oeuvre urbaine et sociale), qui est chargée d'étudier au cas par cas les familles « méritantes » qui se voient proposer une aide à l'intégration. Mais outre que ce traitement au cas par cas ouvre la porte à toutes les formes d'arbitraire administratif, il ne concerne qu'une dizaine de familles sur les 600 Roms bordelais. Pour les autres... c'est l'éternelle menace de l'expulsion avec tout le travail des associations et la scolarisation des enfants qui s'en trouvent remis en cause. Pourtant loger 500 à 600 Roms sur une agglomération de 800 000 habitants ne devrait pas poser un problème insurmontable, pas plus que 15 000 à l'échelle d'un pays de 70 millions d'habitants.

Non à l'oppression des Roms

De Sarkozy à Hollande la continuité d'une politique d'exclusion

Manuel Valls a annoncé jeudi 14 mars la poursuite du démantèlement des camps illégaux de Roms, en rajoutant que l'intégration ne peut concerner qu'une minorité car « *les occupants de campements ne souhaitent pas s'intégrer dans notre pays pour des raisons culturelles ou parce qu'ils sont entre les mains de réseaux versés à la mendicité ou la prostitution* » et de conclure « *les Roms ont vocation à rester en Roumanie, à y retourner* ».

Ces propos ne sont pas sans rappeler ceux de Sarkozy à l'été 2010 annonçant le démantèlement de la moitié des camps en trois mois ou ceux de Claude Guéant en 2011 sur la « *délinquance roumaine* »...

Pour le collectif la Voix des Roms, avec ce « *concentré de mensonges* », Valls « *annonce un durcissement de la politique à laquelle nous assistons depuis 2003, lorsque Sarkozy devint ministre de l'Intérieur. (...) Objectivement, Valls fait du Sarkozy et malheureusement ce n'est pas une surprise* ».

Avec Valls, la chasse aux camps Roms se poursuit comme sous Sarkozy...

En matière de chasse aux Roms, en fait de « *changement* » il s'agit surtout de continuité avec la droite. Près de 12 000 Roms ont été évacués de squats en 2012, dont les deux tiers après la mise en place du nouveau gouvernement Hollande-Valls. Sur les 63 évacuations réalisées entre juillet et fin décembre, seules 15 ont été accompagnées d'un relogement partiel. Le candidat Hollande avait pourtant dit « *on ne peut pas continuer à accepter que des familles soient chassées d'un endroit sans solution* ». Ce que Hollande dénonçait pendant la campagne, il le fait réaliser maintenant par Valls.

Expulsions : une politique du chiffre mais aucune véritable politique d'intégration

En 2006, Sarkozy a mis en place l'ARH (aide au retour humanitaire) consistant à donner 300 euros par adulte et 100 euros par enfant pour les candidats au départ volontaire. Ces « *départs volontaires* » de Roms ont surtout servi sa politique du chiffre. Les expulsions de Roms sont passées de 2 000 en 2003 à, depuis 2007, entre 8 000 et 9 000 par an, ce qui représente environ 30 % des objectifs chiffrés d'expulsions d'étrangers. Le record a été atteint en 2009 avec 10 000 expulsions, ce qui a entraîné une protestation du Parlement européen réclamant la suspension de ces retours forcés, contraires au droit européen.



Ces expulsions sont coûteuses, inutiles et absurdes puisque, européens, les Roms peuvent revenir légalement en France une fois les aides au retour perçues ! Le coût direct et indirect de cette politique avoisinerait les 100 millions d'euros par an, qui auraient pu être utilisés à des actions d'insertion... le collectif Romeurope souligne d'ailleurs que seuls dix projets d'insertion ont été validés en 2011, pour un montant de 36 000 euros. Il existe des fonds européens pour l'intégration des Roms qui n'ont été que très peu utilisés en France.

Changement dans la continuité !

Le 22 août dernier, Jean-Marc Ayrault a promis une nouvelle politique d'intégration vis-à-vis des Roms. Côté logement, rien de concret, juste un répertoire des hébergements d'urgence. La véritable seule mesure est la fin de la taxe que devait payer un patron embauchant un Rom. La liste restreinte de métiers accessibles a été un peu élargie mais l'essentiel des mesures contraignantes reste en place jusqu'à fin 2013. Sans travail, sans revenu, les Roms restent donc condamnés à la précarité... Et les dernières déclarations de Valls annoncent un renforcement de cette politique d'exclusion !

Cette politique flatte les préjugés racistes en faisant des Roms, des étrangers en général, des boucs émissaires de la crise. C'est une politique populiste pour satisfaire l'électorat de droite et d'extrême droite, une manœuvre de diversion contre la fraction la plus pauvre, la plus précarisée alors que les mesures d'austérité vont s'aggraver pour toute la population.

En 2010, tous les partis de gauche s'indignaient du discours de Sarkozy contre les Roms. Aujourd'hui, les notables socialistes applaudissent Valls.

Avec les associations de soutien aux familles Roms, le NPA demande une véritable politique d'intégration en France comme à l'échelle de l'Europe, qui passe d'abord par une série de mesure d'urgence :

- l'arrêt des expulsions sans alternatives de logement ;
- l'arrêt des pressions policières ;
- le libre accès au travail : la fin de la période transitoire pour la Roumanie et la Bulgarie ;
- l'accès à la santé et à la scolarisation sans conditions.

Gaz de Schiste ? Gaz de Houille ? Non au « permis de Brive » !

En septembre 2010, la société Hexagon Gaz, basée à Singapour, a déposé auprès de l'Etat une demande de permis d'exploitation du gaz de schiste dit « Permis de Brive ». Ce dossier a été révélé après le départ de Borloo qui l'avait sous le coude sans en avoir fait de publicité.

Après les déclarations de Hollande concernant le gaz de schiste et la fracturation hydraulique, beaucoup pensaient que ce dossier serait classé sans suite. Et bien non ! Le permis de Brive, qui concerne 3 départements, Corrèze, Lot et Dordogne, couvre une superficie de 7000 km² et vient d'être jugé recevable sur le fond par la DREAL Aquitaine (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement). Le préfet de Dordogne est maintenant en charge du dossier.

Le gaz de schiste et la fracturation hydraulique sont très largement imposés,

alors Hexagon Gaz parle de « gaz de houille ». Mais est-ce mieux ? Et cette société va-t-elle se limiter à cela ? Rien n'est moins sûr. La société dit qu'elle fera des forages d'exploration au minimum à 750 mètres pour aller plus tard au delà de 1 000 mètres de profondeur et va faire des forages horizontaux et multilatéraux, avec comme conséquence la destruction des nappes phréatiques.

Plusieurs collectifs organisent depuis des mois la résistance sur ce territoire : projection du film *Gasland* de Joseph Fox et organisation de discussions ; le collectif de Martel (Lot) a lancé une pétition bien relayée et prise en charge par de nombreux commerçants et habitants, des démarches sont faites auprès des maires et la vigilance est organisée quant aux camions vibreurs. Un convoi de plusieurs engins a été vu sur les routes du Lot. Des photos circulent pour bien les identifier et infor-

mer de leur présence.

A Sarlat (Dordogne) le film *Promised Land* est projeté le mardi 26 mars, suivi d'un débat animé par Vigilance Périgord. Des militantEs du NPA de Dordogne et du Lot seront présentEs pour tenter une coordination pour les actions de blocage, car il y a urgence.

Le problème de l'eau est une préoccupation de la population ainsi que la circulation des camions. L'argument de l'indépendance énergétique pour la France (le même utilisé par le lobby nucléaire) ne tient pas. D'autres choix sont possibles : une volonté politique en mettant les moyens pour l'économie des énergies, promouvoir d'autres productions respectant l'environnement et la démocratie (droit de regard pour la population) doit être notre réponse.

Christine, NPA Dordogne

Forêt détruite sur 300 hectares à Cestas

La SCI Forêtland trouve que l'exploitation de la forêt ne rapporte pas assez. Cette société possède 250 ha au lieu-dit Parc de Constantin, en bordure de la route d'Arcachon, en limite de Croix d'Hins. Forêtland y a rasé pins, chênes, bouleaux... pour pouvoir louer les terres nues à la SAS Centrale Solaire Constantin 1 en vue de l'installation d'une centrale photovoltaïque couvrant l'équivalent de 40 terrains de football. Il faut dire que la location de terres pour le photovoltaïque rapporte 2000 à 3000 euros par ha et par an ! Un comble, cette déforestation s'est faite à deux pas de Pierroton où se trouvent l'INRA Site de Recherche Forêt Bois et la Coopérative agricole et forestière Sud-Atlantique dont la devise est « *la forêt c'est notre nature, c'est notre culture* ».

Toujours à Cestas, pour l'installation d'une autre centrale photovoltaïque au sol, au lieu-dit La Birade, en bordure de la route de Bayonne et des lotissements Le Bois du Chevreuil et Le Grand Veneur, l'autorisation de destruction de 50 ha de forêt a été accordée.

Le NPA préconise le captage de l'énergie solaire mais pas au

détriment des terres agricoles et de la forêt ! D'autant plus que les sites plus aptes à recevoir du photovoltaïque ne manquent pas à Cestas, toits, parkings... Dans son positionnement sur l'énergie photovoltaïque du 10 février 2009, la Fédération des Sociétés pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) indique « *qu'à Cestas, il y a pléthore de toitures d'entrepôts disponibles pour une installation intégrée (une centaine d'ha)* ». Citons les entrepôts de la zone logistique du Pot au Pin, Intermarché à Gazinet, Super U au Bourg... Il est encore plus facile de prévoir du photovoltaïque dans des projets comme celui de la construction d'un entrepôt logistique GEMFI, au Pot au Pin, qui utilisera un terrain de 96 200 m² sur lequel l'emprise du bâtiment représentera 25 498 m² de surface ou comme celui de l'agrandissement important du parking de la gare de Gazinet.

Au Conseil municipal de Cestas, seul le NPA a voté contre la destruction de ces 3 km² de forêt, PS, PCF et UMP ayant voté pour sans barguigner.

Comité NPA de Cestas

Congrès du PG : révolution citoyenne et surenchère souverainiste

Le troisième congrès du Parti de Gauche s'est tenu à Bordeaux du 22 au 24 mars. Il a réuni entre 700 et 800 délégués et s'est achevé par un meeting de Mélenchon qui a rassemblé quelques 3000 participants. Un seul texte d'orientation, intitulé « Osons ! », était soumis au débat, « synthèse » de 26 pages produite par une « commission des débats et des propositions » qui aurait traité plus de 4000 amendements... pour les ramener à 12, ne modifiant d'ailleurs en rien la logique du texte. Au final et sans surprise, le texte a été adopté à une forte majorité.

Prolongement du fond politique de ce texte, les discours des dirigeants du PG, Delapierre, Billard, Cocquerel, Mélenchon, marquent de fait une accentuation des côtés souverainistes, nationalistes, déjà contenus dans le programme du PG. La

lutte des classes y est certes affirmée comme une réalité sociale, mais uniquement comme décor. Les dénonciations les plus radicales et justifiées du système capitaliste se heurtent à une logique qui les transforme en impasses aux relents populistes, nationalistes, pire anti-allemands, encore accentués par la violence des propos. C'est ainsi que Moscovici et quelques autres sont traités de « *salopards* », qu'un nouveau concept fleurit, celui de « *protectionnisme solidaire* », et si Mélenchon affirme, contrairement à ce qu'il avait laissé entendre quelques jours plus tôt, ne pas prôner la « *sortie de l'euro* », c'est pour dénoncer « *l'euro merkelien* »...

La « stratégie » qui justifie cette évolution a été énoncée par un des orateurs : « *courir plus vite que le Front national* », alors que se profile une perspective politique définie ainsi

par le titre d'une des dernières parties du texte d'orientation : « *2014, année électorale : des luttes aux urnes* »... la « *révolution citoyenne* » sur le terrain de la surenchère souverainiste.

Mais ce congrès, c'était aussi un sentiment de fraternité, un accueil chaleureux de notre délégation du NPA, l'enthousiasme suscité par l'évocation des luttes des travailleurs et des peuples...

Face à la démagogie dangereuse de la direction, c'est un encouragement à poursuivre un débat plus que jamais indispensable pour défendre cette idée que la seule perspective pour une autre société, c'est la lutte des classes menée jusqu'au bout, par les travailleurs eux-mêmes.

D.M.

Bordelais tous sur le pont ?

L'inauguration du pont Jacques Chaban-Delmas par le Président de la République le samedi 17 mars s'est faite dans ce que les bonnes vieilles traditions républicaines ont de plus troublantes... Outre l'éloge verbal rendu par le président « de gauche » à l'ancien premier ministre de Pompidou, le plus bel hommage que le gouvernement socialiste ait pu lui rendre aura été de reprendre les pratiques policières qui ont caractérisé les gouvernements d'obédience gaulliste.

En effet, une dizaine de militant-e-s d'AC, d'Alternative Libertaire, de Lutte ouvrière et du Nouveau Parti Anticapitaliste avaient prévu de répondre à l'appel de la mairie de Bordeaux « Bordelais tous sur le pont ! » et d'en profiter accessoirement pour interpeller le « Président du changement » sur sa politique anti sociale. Quelques minutes après l'arrivée des militant-e-s sur place, des flics de la BAC sont venus les prier de dégager pour rejoindre un lieu de rassemblement fantôme.

Nous tenons à faire remarquer aux dirigeants socialistes que la liberté de circulation est, entre autres, un des droits fondamentaux qu'ils comptent, dans le désintéressement le plus total, accorder au peuple malien par exemple.

Cependant il y eut quelques points positifs, des militant-e-s du collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah ont réussi grâce à leur discrétion vis-à-vis de la police, à faire entendre une partie de leurs revendications. Les autres militants écartés dès le début de l'évènement ont pu quant à eux se consoler en allant chanter des slogans pas très catholiques au milieu d'un rassemblement « manif pour tous ».

Encore une fois, la police a joué le rôle de milice propagandaire des élites, en se réservant le droit d'entraver les libertés humaines au seul motif « *de vous avoir vu dans toutes les manifestations d'extrême gauche* » (sic).

Edouard

La saga inachevée de l'agro-alimentaire...

Après le bœuf au cheval, une affaire de plus, avec 57 tonnes de « viandes » d'agneau retirées du marché ces derniers jours et stockées à Castelnaudary, le « petit mouton noir » Spanghero n'arrive décidément plus à masquer ses responsabilités.

Derrière, il y a l'imbrication complexe des différentes sociétés qui organisent le marché des productions agricoles et alimentaires dans la région Sud-ouest, qui aboutit à une longue liste de fraudes. Rappelons que la Direction des services vétérinaires du Maine et Loire et la Brigade nationale d'enquête vétérinaire de Toulouse avaient contrôlé, en novembre 2006, la société COVI (Cholet, spécialisée dans la fabrication de produits carnés) : 1,2 million de boîtes de corned-beef doivent alors

être rappelées : « *impropres à la consommation humaine* ». Les sociétés CHARAL, SOVIBA, COVI, ARCADIE, DESIAL sont mises en examen pour « *tromperie aggravée* »... un des fournisseurs de l'établissement de COVI (Rodez) n'est autre que ARCADIE-Sud-Ouest... la Préfecture de l'Aveyron désigne l'abattoir d'Auch de la société « ARCADIE S-O »... Le groupe Spanghero encore.

Intox et arnaque !

Intox, parce que sur plusieurs semaines, nombre de journalistes ont construit leurs infos autour des « *Spanghero(s)... le mythe des valeurs collectives, de la rigueur morale, de l'identité régionale, d'une image de la France à l'internationale ... le rugby* » ! La réalité est un peu plus complexe... Le groupe à leur nom ne leur appartient plus, certes, mais ces industriels ont bien été des hommes politiques et des patrons, impliqués depuis plusieurs décennies dans l'évolution de l'agriculture dans le Sud de la France et en Europe (y compris de l'Est). Et c'est bien cette évolution qui est en cause et qui est peu discutée.

Intox, donc, parce qu'il est très facile, à partir des différentes notes de l'Autorité de la concurrence, de trouver ce que sont les différentes acquisitions de la Coopérative Lur-Berri (voir *Anticapitalistes !* n°34), qui est aujourd'hui au cœur

d'un imbroglio : sociétés financières (fonds d'investissements islandais, banques britanniques), sociétés de transformation (Labeyrie, etc.), associées à des entreprises de productions et commercialisations végétales (Pioneer) et animales (importées-exportées, abattues, transformées...).

Difficile de croire, dans une telle nébuleuse, à une traçabilité fiable réclamée par certains gros acteurs du secteur qui voudraient retrouver la confiance des consommateurs. Difficile aussi de croire à la régulation de marché par un office, telle qu'en parle le ministre Hamon.

Par contre il faut exiger avec les associations de consommateurs dès maintenant la publication des différentes filières, tant au niveau de la production, que des transferts financiers spéculatifs. L'Etat a des informations, il doit les rendre publiques pour tous. Simultanément, il est nécessaire d'interpeller les services de l'Etat sur les différentes aides à la production, à l'équipement (abattoirs...), qu'elles soient européennes (PAC), régionales ou locales. Ces aides, ce sont la part que nous apportons d'avance aux producteurs dans le prix final de notre alimentation. La moindre des choses serait que nous ayons la transparence et un droit de contrôle sur elles. Sinon, on voit bien la nature de l'arnaque.

Pierre Chantecaille



Habemus casseroles...

Histoires de sabre, de goupillon et de jésuites

Engluée dans les scandales à répétition (réseaux pédophiles, blanchiment d'argent...), la dernière tentative d'opération « mains blanches » de l'Eglise a du plomb dans l'aile.

En dépit de la mise en scène relayée jusqu'à la nausée par les médias, la fumée blanche n'a pas caché longtemps le passé trouble du nouveau pape, prétendu « ami » des pauvres...

Les dénégations offusquées du Vatican n'ont pas réussi à faire taire ceux qui dénoncent son rôle aux côtés de la dictature militaire en Argentine. Quant à ses engagements récents, ce réactionnaire a milité dans son pays contre le mariage homosexuel, « *prétention destructrice du plan de Dieu* » (sic !) et est un farouche adversaire du droit à l'avortement, toujours illégal en Argentine...

Cela n'a pourtant pas empêché le PCF de se réjouir : « *...la priorité aux pauvres qui semble avoir marqué le parcours du nouveau pape soulève une espérance chez de nombreux catholiques et au-delà* »... « *en toute laïcité, dans le rejet de tout « ordre moral », nous avons de l'intérêt pour la parole de l'Eglise et pour les actes des croyants* » (communiqué en intégralité sur leur site). Vous avez dit jésuites ?

Isabelle Ufferte

Après la mort de Chávez, avec le peuple vénézuélien, pour le socialisme

Des réactionnaires ont pu se réjouir de la mort de Chávez, pas son peuple ni les anti-impérialistes, dont nous sommes. Ce qui nous intéresse, c'est de comprendre comment le régime bolivarien a pu exister, pas par la seule volonté d'un homme, mais de tout un peuple.

Le régime « bolivarien » est né d'un soulèvement des pauvres en février 1989 à Caracas. Le secteur de l'armée qui refusa de réprimer le peuple autour du jeune lieutenant-colonel Chávez, devint de ce fait très populaire, surtout après sa tentative de coup d'Etat avortée en 1992.

Ce rôle personnel réel n'aurait pu exister sans la révolte du peuple, qui a aussi été le détonateur des changements de régime en Bolivie et en Equateur.

Dans un contexte où les USA, en crise, étaient embourbés dans leurs sales guerres, puis, plus tard, d'embellie pétrolière, Chávez a pu gravir légalement les marches du pouvoir, et être sans cesse réélu de 1998 à 2012, malgré les campagnes haineuses de ses adversaires et des USA.

Lorsque le régime commença en 2002 à utiliser l'argent de la rente pétrolière et ses liens avec Cuba pour mettre en place des « missions » d'aide à l'alphabétisation, à la santé,

à la culture des plus pauvres, la bourgeoisie la plus réac, soutenue par Bush, tenta un coup d'Etat et un lock-out pétrolier. Chávez accepta de quitter le pouvoir, mais le peuple alla le chercher et fit échouer le coup d'Etat.

De sorte que la manne pétrolière (le Venezuela est le 3ème exportateur mondial et 4ème fournisseur des USA), et l'encadrement musclé de la population par le régime, permirent l'enrichissement d'une nouvelle couche bourgeoise attachée à lui, la « bolibourgeoisie », grâce à la collaboration avec les magnats du pétrole et leurs régimes dictatoriaux

Ce régime n'a donc jamais rompu avec le capitalisme ni avec le nationalisme, et il est autant lié à des régimes comme Cuba avec lesquels il a formé l'ALBA, qu'au Brésil du Mercosur libéral.

Le peuple vénézuélien est attristé, sans doute inquiet, mais fier de ses acquis. La perspective du socialisme du XXIème siècle, sans frontières ni caudillos, même anti-impérialistes, d'une société enfin libre, fruit de l'organisation démocratique des travailleurs et des peuples, est d'autant plus à l'ordre du jour.

Mónica

Aussi sur le Venezuela... Réunion Débat

Le comité NPA Talence à Gauche Vraiment invite à une rencontre-débat sur la Révolution Bolivarienne avec Patrick Guillaudat qui présentera son livre

Hugo Chavez et la révolution bolivarienne. Promesses et défis d'un processus de changement social.

Le 11 avril 2013 à 18h
à la Librairie Georges à Talence
(suivi d'un apéro convivial et anticapitaliste)

A voir, à lire

Mémoires d'un révolutionnaire (1905-1945) de Victor Serge (Lux éditeur, 2010)

Figure célèbre du mouvement ouvrier international, Victor (Kibaltchitch dit) Serge a laissé une œuvre foisonnante. Lire ou relire ses mémoires, récemment rééditées, présente un intérêt indéniable pour tous ceux qui aujourd'hui refusent de se résigner et s'acharnent à vouloir changer ce monde. Car à travers son parcours politique tumultueux, plongé dans les affres du début du vingtième siècle, marqué par les guerres et les révolutions, ce sont bien des questions actuelles qui sont soulevées. La question décisive du pouvoir bien sûr, liée à celle de la démocratie : comment les travailleurs peuvent-ils conquérir le pouvoir, comment devront-ils l'exercer, comment pourront-ils le conserver ? Questions aiguës par les problèmes nouveaux posés par la Révolution russe et ses répercussions dans toute l'Europe, questions auxquelles Serge a été confronté durant toute son existence, depuis ses premières expériences militantes avec les anarchistes en Belgique, en France, en Espagne au début du siècle, jusqu'à sa déportation puis son expulsion d'URSS pour ses activités antistalinienne en 1936.

Vie trépidante, certes, mais aussi inflexible. Observateur attentif des convulsions d'un continent transformé en brasier, Victor Serge a su garder un cap, dont il ne dévia pas, malgré ses attermoissements, ses doutes, ses questionnements, ses déceptions. Toujours avec la même boussole, l'infatigable révolutionnaire, persuadé de vivre dans un monde « où il ne restait qu'à se battre pour une évasion impossible » (p.17), a toujours lutté pour un seul objectif : l'émancipation sociale des travailleurs. Ce combat permanent explique ses divers positionnements politiques relatés dans ses mémoires, qu'il s'agisse de sa rupture avec les anarchistes dans les années 1910, de son dégoût pour le ralliement des partis socialistes à l'union sacrée en faveur de la guerre impérialiste, ou encore de son implication dans l'opposition de gauche antistalinienne aux côtés de Trotsky. Ce combat est toujours le nôtre, parce que nous n'avons pas le choix. « *La volonté ou la servitude, il n'est que de choisir ! Nous sortons du néant. Nous entrons dans l'ère de la volonté* » (p.96).

Patrick Chaudon

No de Pablo Larrain

NO : ces deux lettres résument tout un programme, le rejet total de la dictature de Pinochet qui, avec ses Chicago Boys et les capitalistes chiliens, a détruit les services publics, a livré le pays au capitalisme le plus sauvage, après avoir assassiné des milliers de militants.

Le film du cinéaste chilien Pablo Larrain raconte la mise en place de la campagne du Non au référendum imposé à Pinochet en 1988 par de violentes luttes nées des quartiers populaires et de la jeunesse dès 1986, luttes qui ne sont pas l'objet du film.

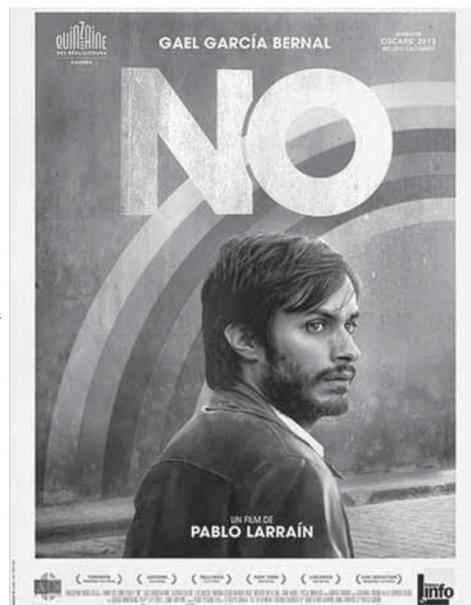
Les futurs partis de la Concertation (alliance allant de la gauche à la Démocratie chrétienne, alliée juste avant du régime de Pinochet !) vont confier la campagne pour le Non à des publicitaires pour produits de grande consommation, comme le personnage principal incarné par Gael García Bernal. Il a du mal à imaginer une campagne politique offensive, au contraire, il fait, poussé par ses commanditaires, partisans de la transition de la dictature à la « démocratie » la plus modérée possible, une campagne soi disant gaie, optimiste, tape à

l'œil et surtout, enterrant les sujets qui fâchent : l'impunité de la dictature et la poursuite du capitalisme le plus libéral.

Larrain dit : « *La campagne de propagande montrait le pouvoir acquis par les entreprises face à un Etat affaibli et aux individus. Tous les présidents, de centre gauche ou de droite, ont conservé et élargi le modèle économique de Pinochet. Le Chili est, avec le Mexique, le pays le plus inégalitaire de l'OCDE.* »

« *Les Chiliens n'ont eu droit à la justice qu'à petites doses, estime encore le réalisateur. La blessure reste béante. Nous avons toujours la Constitution antidémocratique de Pinochet, qui freine les réformes. Il n'y a pas eu de volonté politique de changement. Au Chili, tout se négocie.* »

L'acteur Alfredo Castro, dans le film partisan du Oui et collègue de l'autre publicitaire, est encore plus clair : « *La dictature poursuit son œuvre au Chili derrière les ombres d'une démocratie de façade. Cette dictature, avec d'autres visages plus « démocratiques », continue d'opérer aujourd'hui comme une structure de pouvoir et de système économique à travers de puissants groupes, une structure aussi cruelle dans sa ségrégation et sa discrimination envers les plus démunis que*



l'a été la néfaste dictature qui les a mises en place. »

Un film à voir pour comprendre cette transition démocratique qui explique la naissance d'une nouvelle jeune génération militante aujourd'hui, vaccinée à la fois contre la dictature et la Concertation.

M. Casanova

Dans l'empire des ténèbres de Liao Yiwu

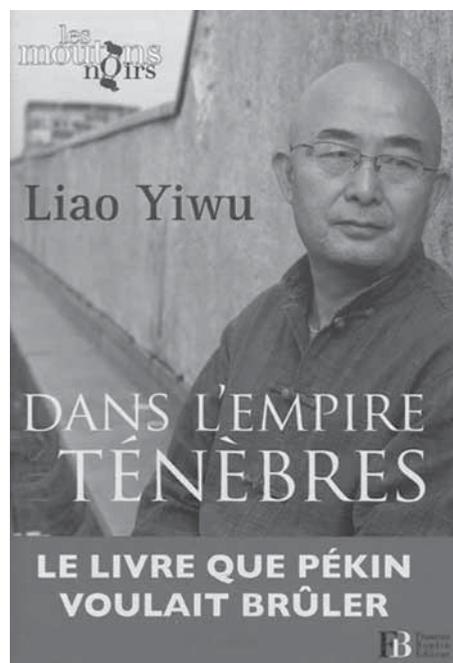
Liao Yiwu, poète chinois très actif dans « l'avant garde » artistique des années 80, publie *Dans l'empire des ténèbres, un écrivain dans les geôles chinoises* : neuvième version, les précédentes ayant été confisquées au fur et à mesure par ses geôliers !

Le début, tout à fait surprenant si l'on n'est pas très au fait, relate l'avant 89 : dans ces « années Deng Xiaoping », on découvre toute une effervescence artistique débridée qui curieusement, fait penser à la Beat Generation. Pour Liao Yiwu, peu politisé, c'est le massacre de Tian'anmen qui fera tout basculer.

Il prend alors conscience de ce qui se passe, écrit un poème *-Massacre-* au moment où l'armée s'ébranle pour la boucherie, puis avec ses compagnons, dans une urgence hallucinée, fait un film, *Requiem*.

Très vite, ils sont arrêtés. Suivra alors un long et douloureux parcours dans

les prisons et camps de travail. Le quotidien sordide, humiliations, tortures, la division droits communs/politiques (et



à l'intérieur des politiques, ceux de 89 contre les autres) instrumentalisée, tout cela évoque les Récits de la Kolyma sous le stalinisme : la cruauté dans le détail, la prison comme lieu où se construit un système de pouvoir qui implique les prisonniers, à la fois bourreaux et victimes, image de celui qui à l'extérieur, déshumanise, broie et exploite la population.

Un récit terrible et lucide, magnifiquement écrit, non sans humour ni humanité, qui sont certainement pour quelque chose dans la survie de l'auteur !

La trame historique qui soutient ce parcours, est celle d'un capitalisme d'état archaïque qui s'ouvre à la mondialisation, y « réussit » pour l'économie et la puissance, mais sans trop réviser son appareillage politico-policier et son fourbi idéologique ; ceux qui auront cru à sa libéralisation en ont payé le prix le plus fort, la tête dans le mur.

Jean-Louis Fargues

A voir – Wadjda d'Haifaa Al Mansour

Wadjda, c'est une jeune fille d'Arabie saoudite. Comme dans le reste du monde, comme beaucoup d'autres filles de 12 ans, elle porte des baskets, écoute du rock, et sait ce qu'elle veut... un vélo pour faire la course avec un copain du quartier. Sauf que dans son pays, c'est interdit aux filles, contraire à la « pudeur », aux « bonnes mœurs », tous ces mots qui servent à soumettre les femmes.

Wadjda, c'est aussi le premier film de cinéma tourné en Arabie, pays où il n'y a aucune salle de projection, tant la vie publique est contrôlée et censurée. Et ce premier film a été réalisé par une femme, Haifaa Al Mansour, qui a appris à filmer en faisant des vidéos au sein d'une entreprise.

Parmi les innombrables difficultés, il a fallu trouver des stratagèmes pour tourner dans les rues. Dans certains quartiers conservateurs, la réalisatrice dirigeait les techniciens et les acteurs par talkie-walkie, cachée dans un van, pour que leur travail ne soit pas interrompu par des hystériques ne supportant pas de voir femmes et hommes travailler librement ensemble. Il a fallu trouver aussi une jeune actrice, dont la famille accepte que la fille apparaisse à l'écran.

Le message d'Haifaa Al Mansour est d'autant plus fort qu'elle n'est jamais dans la caricature. Pour elle

« les femmes et les hommes sont dans le même bateau, tous soumis à la pression de la société pour se comporter d'une certaine façon, forcés à agir avec les conséquences du système à chaque décision prise ». Alors, du jeune garçon amoureux qui fait tout pour aider Wadjda, au vieux vendeur de vélo amusé par la détermination de la jeune fille, en passant par le père qui perpétue la domination masculine, les portraits sont riches et jamais simplistes. De la même façon du côté des femmes, où la mère de Wadjda est bousculée par une tante plus émancipée. Quant à la directrice de l'école de filles, elle est d'autant plus rigoureuse que sa vie cachée est scandaleuse...

La réalisatrice joue en permanence avec les transgressions. Wadjda utilise un concours coranique pour obtenir ce qu'elle veut. Et c'est de la bouche de la première fille mariée de la classe, celle qui est présentée comme la bonne élève, que surgit doucement le « Dégage ! » entendu dans toutes les révolutions du monde arabe.

La réalisatrice joue en permanence avec les transgressions. Wadjda utilise un concours coranique pour obtenir ce qu'elle veut. Et c'est de la bouche de la première fille mariée de la classe, celle qui est présentée comme la bonne élève, que surgit doucement le « Dégage ! » entendu dans toutes les révolutions du monde arabe.

François Minvielle

